



COMMERCE INFORMEL

Bayam-Sellam, pilier de l'économie Camerounaise

Au Cameroun, offrant des opportunités d'emploi à un pourcentage important de la population active camerounaise, notamment aux populations vulnérables et aux jeunes, les Bayam-sellam ou encore les "amazones de l'économie camerounaise" représentent un pan important dans l'emploi informel du pays. Par ailleurs, selon les estimations de la matrice de comptabilité sociale, les commerces informels au Cameroun représentent environ 40% de la valeur ajoutée et de l'emploi du secteur informel camerounais et 60 % du produit intérieur brut (PIB) du pays.

P.10

STRATEGIE

**« Orange est là ! »,
la nouvelle signature
d'Orange Cameroun
qui réaffirme son
engagement pour ses
clients**

Au cours d'un lancement réussi le 6 mars 2025 à Yaoundé, la capitale du Cameroun, Orange Cameroun a dévoilé sa nouvelle signature dénommée « Orange est là ». Cette nouvelle promesse réaffirme l'engagement de 25 ans d'Orange Cameroun aux côtés de ses consommateurs à chaque étape de leur vie et en toutes circonstances. P.4



VISA CEMAC CLIENT SUMMIT 2025

**UBA Cameroun honorée
du prestigieux prix de
Meilleure Banque Visa
en Afrique Centrale**

Le 07 mars 2025 à Douala, UBA Cameroon a été honorée du prestigieux prix de Meilleure Banque Visa en Afrique Centrale lors de la 1ère édition du « Visa CEMAC Client Summit 2025 ». Une distinction globale qui consacre le leadership de la banque panafricaine, en matière de solutions de paiement digitales et innovantes à travers toute la sous-région. P.5



PROJECTION

**La croissance
économique du
Cameroun atteindra
4,2% en 2025**

Alors que la production des hydrocarbures continue de ralentir sous l'effet de l'arrivée à maturité de plusieurs gisements, l'amélioration des perspectives de l'économie camerounaise sera essentiellement tirée par l'augmentation de la consommation des ménages, la construction de projets d'infrastructures et une bonne campagne cacaoyère. P.8



«Ne soyez pas la marchandise»- exhorte le DG de Blessing Petroleum aux jeunes filles lors d'une MasterClass inspirante

Dans le cadre de la Journée Internationale des Droits des Femmes, la 2^e édition du Blessing Gaz Co'o-Lab, organisée par Blessing Petroleum, a servi de tremplin à l'éveil entrepreneurial des jeunes filles camerounaises. L'événement s'est tenu le 6 mars dernier et a réuni les apprenantes du Home Ateliers, Centre de Formation et de Rééducation des jeunes filles située à Bali, Douala, autour de l'autonomisation et de l'entrepreneuriat féminin.

UNE CÉLÉBRATION DE L'AUTONOMISATION FÉMININE

La Directrice du Home Ateliers, Madame Makembe Gisèle, a ouvert la cérémonie en saluant l'engagement de Blessing Petroleum dans l'émancipation des jeunes filles. Elle a expliqué que ce partenariat permet d'offrir aux jeunes filles des outils pour réussir, ouvrant ainsi la voie à des opportunités entrepreneuriales concrètes.

La Directrice Générale de Blessing Petroleum, Mme Hélène Dengoue Fansi, également lauréate de la Forbes Afrique Liste des 50 femmes africaines les plus inspirantes 2025, a ensuite pris la parole pour souligner l'importance d'accompagner les jeunes filles dans leur parcours vers l'autonomisation. Elle a rappelé que le thème de l'édition 2025 – «Pour toutes les femmes et les filles : droits, égalité et autonomisation» – reflétait l'engagement de Blessing Petroleum pour l'égalité des genres et l'émancipation à travers l'entrepreneuriat.

«Chaque femme mérite de réussir et de s'épanouir», a affirmé Mme Dengoue, appelant à donner aux jeunes filles les outils nécessaires pour devenir des leaders dans leurs domaines respectifs.

«NE SOYEZ PAS LA MARCHANDISE» : UN MESSAGE DE DIGNITÉ

Le discours de Mme Dengoue a pris une tournure décisive lors de la Masterclass, où elle a abordé un sujet délicat : l'objectivation des femmes dans le monde entrepreneurial. La DG de Blessing Petroleum a exhorté les jeunes filles à ne pas réduire leur identité à une marchandise ou à un objet de désir. «Un

client qui vous demande de devenir le produit ne vous respectera pas à long terme. Il vous exploitera. Vous devez vous imposer comme une professionnelle, et non comme un objet», a averti la dirigeante.

Dans une société où certaines jeunes filles peuvent être vulnérables aux pressions sociales, Mme Dengoue a souligné que la véritable réussite réside dans les compétences, l'intégrité et la qualité des services proposés. Elle a insisté sur la nécessité de se respecter soi-même et de construire une carrière basée sur le travail acharné et l'indépendance économique.

LES CLÉS DE L'ENTREPRENEURIAT : CONFIANCE, GESTION DES FINANCES ET STRATÉGIE

L'une des grandes leçons de la journée a porté sur la gestion d'une entreprise. Mme Dengoue a rappelé que pour réussir dans les affaires, il est essentiel de bien gérer les finances, de suivre les marges bénéficiaires et de veiller à la rentabilité. «Pour un business prospère, il faut savoir gérer ses comptes et ses dépenses», a-t-elle souligné, mettant en lumière les difficultés des petites entreprises au Cameroun, notamment le manque de gestion rigoureuse des finances.

Elle a également proposé des solutions innovantes pour démarrer une activité avec peu de capital, en citant le dropshipping ou la vente de services à valeur ajoutée comme des modèles accessibles pour les jeunes entrepreneuses en herbe. «Internet est un outil puissant pour démarrer, même avec un budget limité», a-t-elle expliqué, encourageant les participantes à utiliser les



ressources numériques pour développer leurs projets.

CONCOURS DE PROJETS : KELLA ABO, LAURÉATE DU PRIX DE L'INNOVATION

Le programme s'est clôturé par un concours de projets où les jeunes filles ont pu exposer leurs idées. Kella Abo, une jeune passionnée de cuisine, a remporté le Prix de l'Innovation pour son projet de stand de pili-pili à Belabo, dans la région de l'Est du Cameroun. En plus d'une bouteille de Blessing Gaz neuve, Kella a également gagné trois recharges gratuites ainsi qu'un accompagnement commercial pour l'aider à concrétiser son projet.

BLESSING PETROLEUM : UN ACTEUR CLÉ DE

L'AUTONOMISATION DES FEMMES

À travers cette 2^e édition du Blessing Gaz Co'o-Lab, Blessing Petroleum a démontré son engagement à promouvoir l'autonomisation des femmes au-delà de l'accès à des ressources matérielles. En tant que principale utilisatrice du gaz domestique, la femme occupe une place centrale dans la mission de Blessing Gaz, qui œuvre pour offrir des opportunités d'entrepreneuriat et de développement à travers des actions concrètes.

Olam Agri au Cameroun lance un programme de mentorat révolutionnaire pour célébrer la Journée internationale de la femme 2025

Olam Agri au Cameroun a marqué la Journée internationale de la femme par le lancement d'un programme de mentorat novateur pour les employées, réaffirmant l'engagement inconditionnel de la société en faveur de l'autonomisation des femmes dans l'ensemble de ses activités.



Le programme a été lancé par le groupe Women's Alliance, une association volontaire dynamique de femmes employées au sein d'Olam Agri au Cameroun. Cette initiative de mentorat d'une durée de neuf mois est méticuleusement

conçue pour élever les prouesses professionnelles des femmes, renforcer leurs capacités et améliorer leur bien-être général et leur satisfaction au travail. Les mentors, qui sont des femmes occupant des postes de direction au sein de notre

groupe régional, apportent au programme une grande expérience et des connaissances approfondies.

Ce programme de mentorat transformateur témoigne du dévouement indéfectible d'Olam Agri à son programme d'inclusion et de diversité, qui prône l'inclusion, la diversité et l'égalité sur le lieu de travail. Il vise à accélérer le développement et la préparation des femmes à assumer des rôles plus importants au sein de l'organisation.

Brigiette Abega, directrice nationale des ressources humaines, a vivement encouragé les femmes à s'engager pleinement dans le programme et à y participer activement afin d'être témoins d'une croissance et d'un développement significatifs dans leur vie personnelle et professionnelle.

L'événement a également donné lieu à des discussions éclairantes sur des sujets essentiels tels que l'avancement professionnel, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et l'image de marque personnelle. En outre, une série d'activités et d'interactions engageantes ont été conçues pour sensibiliser les femmes et favoriser les possibilités de réseautage.

A PROPOS D'OLAM AGRI

Olam Agri est un leader du marché de l'agro-alimentaire, de l'alimentation animale et de la fibre alimentaire, avec une empreinte d'origine

mondiale, des capacités de transformation et une compréhension approfondie des besoins du marché construit sur 34 ans. Avec une forte présence sur les marchés émergents à forte croissance et des produits tels que les céréales et les oléagineux, les aliments intégrés pour animaux et les protéines, le riz, les huiles comestibles, les céréales et les graines spécialisées, le coton, les produits du bois, le caoutchouc et les services financiers liés aux produits de base, Olam Agri est au cœur des flux commerciaux mondiaux de produits alimentaires et agroalimentaires, avec un volume de 39,6 millions de tonnes échangées en 2023. En se focalisant sur la transformation des denrées alimentaires, des aliments pour animaux et des fibres pour un avenir plus durable, il vise à créer de la valeur pour les clients, à permettre aux communautés agricoles de prospérer de manière durable et à s'efforcer d'assurer la sécurité alimentaire à l'avenir. Olam Agri Holdings Limited, qui détient les activités d'Olam Agri, est une filiale à 64,6 % du groupe Olam. 35,4 % d'Olam Agri Holdings sont détenus par SALIC International Investment Company, une filiale à 100 % du partenaire stratégique d'Olam Agri, The Saudi Agricultural and Livestock Company. Pour plus d'informations et pour vous abonner à nos alertes, veuillez consulter le site <https://www.olamagri.com/>.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

300 milliards Fcfa d'investissements envisagés entre 2025 et 2027

Entre 2025 et 2027, la Société financière internationale (SFI ou IFC en anglais) envisage d'investir 300 milliards de Fcfa dans des projets au Cameroun, a annoncé Charlotte Ndaw Sako, Directrice régionale de la SFI cluster Cameroun, dans une récente interview accordée au journal Investir au Cameroun. Ces investissements permettront de renforcer la présence de cette filiale de la Banque mondiale au Cameroun qui à date, revendique un portefeuille d'investissement de 169 milliards de Fcfa.



Charlotte Ndaw Sako, Directrice régionale de la SFI cluster Cameroun

beaucoup pouvoir le faire et accompagner le gouvernement du Cameroun pour Kikot » a-t-elle révélé.

Toutefois, ces prévisions dépendent de la conjoncture économique dans le pays « Mais, encore une fois, cela dépendra aussi des opportunités de financement et d'investissement disponible au Cameroun », a-t-elle déclaré. Toujours est-il que les investissements attendus permettront au Cameroun de poursuivre son développement économique tel que décliné dans la SND30.

Cette volonté de la SFI d'accroître ses investissements au Cameroun où elle revendique un portefeuille d'environ 164 milliards de Fcfa (270 millions \$), s'aligne en droite ligne avec les échanges entamés lors des dernières assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale tenues à Marrakech en 2023. Échanges au cours desquelles la SFI a pris l'engagement d'étendre ses interventions au Cameroun. Cela s'est traduit en acte par une visite de travail au Cameroun en janvier 2024 de Sergio Pimenta Vice-Président régional de la SFI pour l'Afrique

afin d'identifier les potentiels opportunités d'investissements futurs. Les secteurs envisagés étant : l'énergie, le numérique, l'agro-industrie, l'agriculture, etc.

Notons tout de même qu'à date plusieurs secteurs d'activités rentrent dans la liste des investissements de la SFI au Cameroun. On peut tout d'abord citer le secteur énergétique ou elle a contribué à hauteur de 92,3 milliards de Fcfa dans la réalisation du barrage de Nachtigal, elle a investi environ 36,9 milliards de FCFA dans le projet Kribi Gas Power, qui a permis de développer une centrale thermique à gaz naturel de 216 MW à Kribi. Ensuite le secteur agro-industriel ou elle a financé à hauteur de 7,4 milliards de FCFA le projet Atlantic Cocoa qui vise à construire une usine de transformation de cacao d'une capacité annuelle de 48 000 tonnes à Kribi. Enfin dans le secteur de la finance, elle a octroyé un prêt de 03 milliards de FCFA à La Régionale, pour accroître ses capacités de prêts aux PME locales. En outre, une ligne de crédit de 10 milliards de FCFA, dont 25% sont réservés à l'entrepreneuriat féminin, a été accordée à CCA Bank.

Paul Nkala

CEMAC

De nouvelles pièces de monnaie en circulation en zone CEMAC dès le 2^e trimestre 2025

Face à la pénurie de pièces de monnaie dans la sous-région, la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) présente de nouvelles dénominations pour améliorer la fluidité des échanges commerciaux. Des sources crédibles précisent que cette mise en circulation est projetée au 2^e trimestre 2025, notamment au mois d'avril, après la réunion du Comité ministériel de l'Union monétaire de l'Afrique centrale (UMAC).



Yvon Sana Bangui, Gouverneur de la Beac

Le gouverneur de la BEAC, le Centrafricain Yvon Sana Bangui, a récemment entamé une tournée des palais présidentiels de la CEMAC (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad et RCA), afin de présenter aux chefs d'États de cette communauté la nouvelle gamme de pièces de monnaie à mettre en circulation « très bientôt ». Cette rencontre s'inscrit dans une mission présidentielle visant à présenter aux chefs d'État de la sous-région les nouveaux spécimens de pièces de monnaie, destinés à résorber la pénurie dans la sous-région et à améliorer la fluidité des échanges commerciaux.

« Les métaux et les alliages qui ont été utilisés pour cette nouvelle gamme vont permettre de garantir sa sécurité, par rapport à l'exportation des pièces que nous connaissons dans la zone, en raison de ce que les alliages et les métaux (de la gamme actuelle) ont une valeur marchande beaucoup plus élevée que les pièces elles-mêmes. Nous avons corrigé ce problème et espérons que les nouvelles pièces seront acceptées par les populations, avec cette fois-ci une innovation qui est la pièce de 200 FCFA », a indiqué le gouverneur de la BEAC le 28 février 2025, à la télévision tchadienne. C'était au sortir du palais Toumaï à Ndjamena, où des spécimens de la nouvelle gamme ont été présentés au chef de l'État tchadien.

En effet, depuis quelques années maintenant, les pièces de monnaie se font de plus en plus rares dans la zone CEMAC. La faute, selon les autorités monétaires de cette union monétaire, à la naissance de circuits d'exportation de certaines pièces, notamment vers l'Asie, où elles sont fondues et transformées en bijoux.

Pour mettre fin à ces pratiques frauduleuses, la BEAC a décidé de renforcer la sécurité de ces pièces en produisant une nouvelle gamme, fabriquée cette fois-ci à partir des matières premières ne correspondant pas à celles utilisées dans l'industrie de la bijouterie. Les nouvelles pièces présentées comportent neuf dénominations, incluant une innovation importante : la pièce de 200 Fcfa. Ces pièces arborent des gravures mettant en avant des thématiques fortes telles que l'intégration sous-régionale, l'éducation, la santé et le rôle de la femme dans la société. « Je suis venu présenter les spécimens de ces nouvelles pièces qui comportent neuf dénominations, notamment les pièces de 500 francs avec une innovation cette fois-ci des pièces de 200 francs. Ces nouvelles pièces de par les gravures incrustées mettent en exergue plusieurs thématiques, notamment l'intégration sous-régionale, l'éducation, la santé, le rôle de la femme dans la société », a déclaré Yvon Sana Bangui.

Pour rappel, c'est le 15 mars 2023 que le Conseil d'administration de la BEAC a reçu l'accord du Comité ministériel de l'Union monétaire de l'Afrique centrale pour la mise en circulation de nouvelles pièces dans la zone CEMAC. Cette mission s'inscrit donc dans la concrétisation de cette décision visant à résoudre la pénurie de pièces de monnaie observée ces dernières années.

André Noir

EDUCATION BOURSIÈRE

La SFI et la BVMAC s'engagent pour l'inclusion des femmes dans le secteur financier

Lors de la 11^{ème} édition du « Ring the Bell for Gender Equality » conjointement initié par la SFI (Société financière internationale), membre du groupe de la banque mondiale et la Bvmac, un accent a été mis sur l'éducation boursière, ainsi que le fractionnement de la valeur des actions des sociétés cotées.



Faciliter l'investissement de la femme à la bourse

Les statistiques sont claires. Seuls 40% des femmes investissent à la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (Bvmac), le marché financier unifié de la CEMAC (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, RCA et Guinée équatoriale). Pour faciliter l'investissement de cette dernière en bourse, la SFI (Société financière internationale) membre du groupe de la banque mondiale et la Bvmac réfléchissent à des mécanismes innovants. C'était à l'occasion de la cérémonie de sonnerie de la cloche organisée lors de la célébration de la 11^{ème} édition du « Ring The Bell for

Gender Equality ».

Lors des échanges, un accent a été mis sur l'éducation boursière, ainsi que le fractionnement de la valeur des actions des sociétés cotées. « L'investissement des femmes n'est pas à la même proportion que celui des hommes. Pour stimuler l'investissement en bourse des dames, nous misons sur le fractionnement, une technique financière qui vise à augmenter le nombre d'actions en circulation et à diminuer réciproquement le cours de chaque action afin d'accroître la liquidité de l'action. Une entreprise qui a 1 000 actions à 2500 Fcfa peut

décider de diviser par cinq le cours de ses actions. Ce qui lui donne au total 5000 actions, mais ces dernières ne coûteront plus que 500 Fcfa, » a affirmé Louis Banga Ntolo, directeur général de la Bvmac.

Ce dernier explique, à titre illustratif, que lors de sa prise de fonction en 2022, la Présidente de l'association des femmes Bayam Sallam avait fait une promesse : « si vous faites le fractionnement des titres à la Bvmac, j'ai 3 millions d'adhérents tout le monde va acheter les titres », rassurait-elle. L'achat des titres par ces adhérents revient à ce qu'à la Bvmac, l'on puisse avoir des millions de compte titres dans un environnement où il n'est qu'à peine de 10 000 titres. « Ring The Bell for Gender Equality » en français « Sonner la cloche pour l'égalité des genres » est une initiative conduite par ONU Femmes pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Inspiré par l'association mondiale de toutes les bourses, cet événement a été organisé en marge de la 40^{ème} édition de la fête internationale des droits de la femme. Sonner la cloche pour l'égalité des genres devient une tradition pour toutes les bourses donc celle de la CEMAC, basée à Douala.

Elise Nguélé

ENTREPRISE

AMBITIONS

AFG Assurance Cameroun veut faire passer son chiffre d'affaires à 10 milliards de Fcfa en 2025

La compagnie d'assurance AFG Assurance Cameroun ambitionne de porter son chiffre d'affaires de 9 milliards de Fcfa sur les exercices 2023 et 2024 à 10 milliards de Fcfa pour l'année 2025. Cette ambition a été dévoilée le 3 mars dernier, lors de la cérémonie officielle de changement d'identité de la compagnie, qui est passée d'Atlantique Assurance Cameroun à AFG Assurance Cameroun.



Théophile Fotadzong, DG AFG Assurance Cameroun

Cette filiale camerounaise du pôle financier du groupe ivoirien AFG Holding se félicite d'une croissance constante depuis 2018. En effet, en 2018, AFG Assurance avait un CA de 1,35 milliard de Fcfa, porté à près de 3 milliards de Fcfa un an plus tard. En 2021, ce résultat a grimpé à 8,2 milliards de Fcfa. Avec la barre des 10 milliards de Fcfa à franchir en 2025, AFG Assurance Cameroun enregistrera une progression de 640 % de son chiffre d'affaires en 7 ans, soit une moyenne annuelle de 33 %. Pour y parvenir, « nous avons besoin de gagner la confiance des tiers, d'inspirer les populations locales, d'offrir des services innovants, de proposer une qualité de services impeccable et de construire une empreinte forte » a martelé Théophile Fotadzong, Directeur général d'AFG Assurances Cameroun.

Grâce à ses performances, AFG Assurance se positionne à la 9^e place des 17 compagnies d'assurances présentes au Cameroun. « Nous sommes convaincus que ce rebranding marquera le début d'une nouvelle ère pour notre compagnie. Nous sommes impatients de partager cette nouvelle aventure avec vous et de continuer à bâtir une relation durable et responsable » a sursuré le Directeur général.

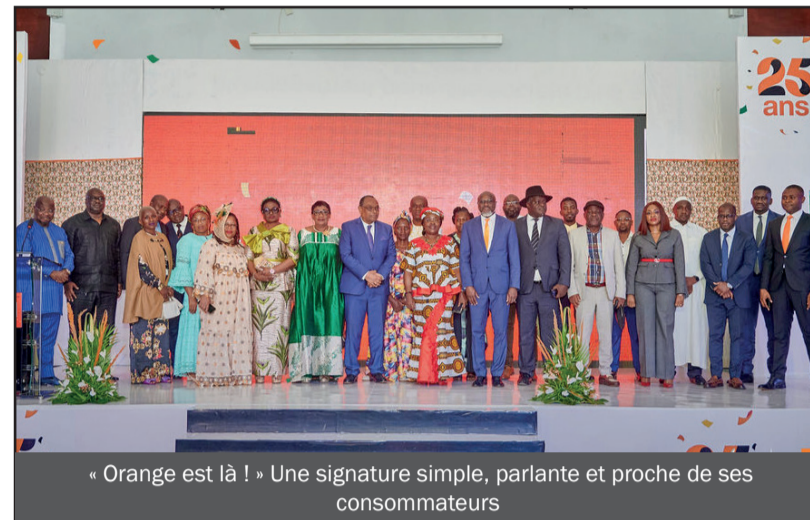
Rappelons que AFG Assurance Cameroun est la filiale assurance d'AFG Holding au Cameroun, tandis que AFG Bank Cameroun (anciennement Atlantique Bank Cameroun) assure le volet bancaire. Depuis 2023, Théophile Fotadzong Tchio, cumulant 15 années d'expérience dans le secteur des assurances, occupe le poste de directeur général d'AFG Assurance Cameroun.

Elise Nguélé

STRATEGIE

« Orange est là ! », la nouvelle signature d'Orange Cameroun qui réaffirme son engagement pour ses clients

Au cours d'un lancement réussi le 6 mars 2025 à Yaoundé, la capitale du Cameroun, Orange Cameroun a dévoilé sa nouvelle signature dénommée « Orange est là ». Cette nouvelle promesse réaffirme l'engagement de 25 ans d'Orange Cameroun aux côtés de ses consommateurs à chaque étape de leur vie et en toutes circonstances



« Orange est là ! » Une signature simple, parlante et proche de ses consommateurs

Sous le haut patronage de la Ministre des Postes et Télécommunications Madame Minette Libom Li Likeng et l'égide du Directeur Général d'Orange Cameroun Patrick Benon, nous avons présenté les « 25 ans d'empreintes socio-économique d'Orange au Cameroun. Nous avons également lancé notre nouvelle promesse « Orange est là » auprès de tous nos consommateurs avec qui nous allons célébrer cet événement toute l'année. Nous aurons une attention particulière pour ceux qui sont avec nous depuis 25 ans et aussi nos « mbombos » qui sont nés le même jour qu'Orange Cameroun à savoir le 27 janvier 2000 » a témoigné Yves Kom, Directeur Marketing d'Orange Cameroun.

Depuis 25 ans, Orange rapproche les Camerounais en connectant les personnes, les idées et les opportunités. Cet engagement a été présenté par des preuves, en exclusivité, aux participants à cette cérémonie de présentation qui n'a pas réuni que des hommes de médias. Une centaine de personnes a également été conviée, dont le personnel d'Orange. « Orange est là » est un nouveau slogan qui augure des investissements massifs, des offres adaptées aux clients, un

À en croire le Directeur Général d'Orange Cameroun, Patrick Benon, ce nouveau slogan renforce l'engagement de l'entreprise envers les Camerounais. « Nous sommes fiers de révéler cette nouvelle plateforme de marque qui confirme notre engagement auprès des Camerounais. Plus qu'une simple signature, « Orange est là ! » incarne notre mission fédératrice autour de valeurs communes de partage, de solidarité et de générosité. Elle mobilise l'ensemble de nos équipes et rappelle également l'importance que nous accordons à l'excellence de nos réseaux, à l'intensification de nos investissements en infrastructures et à nos engagements RSE », a-t-il déclaré.

L'événement a été marqué par des surprises spéciales destinées à récompenser la loyauté des clients, notamment une dotation automatique de 25 Go de données et 25 000 unités de crédit de communication pour les abonnés présents depuis les débuts, ainsi que pour ceux nés le 27 janvier 2000, jour du lancement officiel du réseau. De plus, des tirages au sort ont offert à tous les abonnés la chance de gagner des voyages

engagements sociétal fort et des salariés engagés au service des clients. Orange Cameroun veut ainsi réaffirmer à tous ses abonnés et à tous les clients qui vont le rejoindre bientôt, son engagement à être un acteur de confiance, présent pour eux, à chaque étape de leur parcours et en toute circonstance.

touristiques, des smartphones dernière génération et des forfaits Orange Bonus.

« Orange est là ! » c'est également une promesse qui s'appuie sur 25 ans d'efforts pour connecter les populations, avec un réseau robuste comprenant plus de 3 000 sites déployés et une couverture 3G/4G dépassant 90 % du territoire national. Chaque jour, 76,5 millions d'appels transitent par ce réseau, témoignant de son rôle essentiel dans la vie des Camerounais. Le siège futuriste de Douala, abritant l'un des plus grands Data Centers d'Afrique centrale et de l'Ouest, illustre également l'ambition d'Orange de rester à la pointe de la technologie.

Au-delà de son rôle dans les télécommunications, Orange Cameroun a mis en avant son empreinte socio-économique lors de cette soirée. Depuis son arrivée, l'entreprise s'est investie dans des projets solidaires : réhabilitation de 32 écoles numériques et d'une trentaine de maternités, reboisement de 244 hectares de mangrove avec plus de 600 000 arbres plantés, et formation de plus de 3 000 jeunes avec des centaines de certifications professionnelles offertes. Le soutien au sport, notamment aux Lions Indomptables depuis 2002, et à la culture, avec des festivals comme le Ngouon et le Ngondo reconnus par l'UNESCO, a également été salué.

« Orange est là ! » Une signature simple, parlante et proche, qui fait écho au quotidien des consommateurs clients. Elle offre l'opportunité de communiquer avec un style d'expression plus concret et entrer dans la réalité, qui va significativement changer les communications publicitaires et affiches. Il n'y a rien de plus rassurant que quelqu'un qui vous dit « je suis là » et qui est pleinement là. Orange s'engage ainsi à faciliter le quotidien des Camerounais, à accompagner leurs projets et à contribuer à la construction d'un avenir meilleur pour le pays.

Christian Trésor Adong

JOURNEE INTERNATIONALE DE LA FEMMES 2025

CCA-BANK réaffirme son engagement en faveur des femmes

Dans le cadre des célébrations de la Journée Internationale des Droits des Femmes 2025, placée sous le thème « Pour TOUTES les femmes et les filles : Droits. Égalité. Autonomisation », CCA-BANK a une fois de plus démontré son engagement en faveur de l'autonomisation financière des femmes. À travers diverses actions, la banque a sensibilisé et accompagné plusieurs centaines de femmes dans la gestion de leurs finances et le développement de leurs activités économiques.

Judi 6 mars 2025 à Douala, les équipes de CCA-BANK ont rencontré plus de 500 femmes à la Mairie d'arrondissement de Douala 3e, en présence de Madame le Délégué NNA NNA Laurentine. Lors de cet échange, les participantes ont bénéficié d'une séance d'éducation financière, leur permettant de mieux comprendre les mécanismes de gestion budgétaire et d'épargne. L'initiative s'est ensuite poursuivie au quartier Souley de Logbaba, où d'autres femmes ont été sensibilisées à l'importance d'une gestion financière efficace pour assurer la pérennité de leurs activités.

Le vendredi 7 mars, CCA-BANK a poursuivi ses actions à la Délégation Régionale des Enseignants du Secondaire avec Mme EBOA née NDENGUE MBONGO THAMAR, le Délégué Régional des Enseignements Secondaires pour le Littoral (DRES-LT) à Koumassi, où une foire commerciale a été organisée par des enseignantes. L'événement a mis en lumière leur capacité à mener des activités génératrices de revenus, en complément de leur métier. CCA-BANK

ya présenté ses offres bancaires adaptées aux besoins des femmes entrepreneurs, leur offrant des solutions concrètes pour financer et développer leurs projets.

WOMEN BANKING : des solutions adaptées aux femmes Dans cette dynamique, CCA-BANK a mis en avant son programme WOMEN BANKING, conçu spécialement pour accompagner les femmes dans leur autonomisation financière. Parmi ses produits phares figure First Lady, une gamme de comptes bancaires accessibles et avantageux :

- Le compte courant First Lady : Ouvert avec un dépôt initial de 5 000 FCFA.
- Le compte d'épargne First Lady : Disponible avec un dépôt initial de 25 000 FCFA.

Ce dernier, particulièrement destiné aux femmes entrepreneurs, permet, en fonction



Engagement de CCA Bank en faveur de l'autonomisation financière des femmes

des transactions effectuées et de l'historique d'épargne, d'accéder à des crédits destinés à financer leurs projets ou développer leurs activités.

À travers cette initiative inscrite dans sa politique de Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE), CCA-BANK offre aux femmes les outils nécessaires pour renforcer leur indépendance financière, dynamiser leurs entreprises et impacter positivement leur communauté.

EMPRUNT OBLIGATAIRE

L'arrangeur BEM Securities réussit l'opération avec plus de 80 milliards de fcfa mobilisés pour le développement du Gabon

Initialement programmé du 27 novembre au 29 décembre 2024, l'emprunt obligataire multi-tranches 2024-2030 de l'État gabonais, dont les souscriptions ont finalement été prorogées jusqu'au 15 février 2025, a été couronné de succès.



80,065 milliards de FCFA auprès des investisseurs. Ce qui correspond à 65 millions de FCFA de plus que l'enveloppe sollicitée. Ce succès, les autorités gabonaises le doivent principalement aux investisseurs installés sur le territoire camerounais. En effet, selon le détail des souscriptions révélé par BEMS, les investisseurs du Cameroun ont, à eux seuls, pourvu 78% de

l'enveloppe recherchée, correspondant à environ 62,5 milliards de FCFA. Ces derniers ont ainsi investi quatre fois plus que les Gabonais eux-mêmes, dont les souscriptions totalisent seulement 19,62% de l'enveloppe, soit 15,7 milliards de FCFA. Viennent enfin les investisseurs congolais

et tchadiens, dont les volumes souscrits atteignent respectivement 1,97% et 0,31% de l'enveloppe effectivement mobilisée.

Les résultats publiés par l'arrangeur révèlent également que les investisseurs ont principalement souscrits pour les titres de courtes maturités. C'est ainsi que les valeurs de 3 ans de maturité, assorties d'un taux d'intérêt de 6,6% net, ont permis à l'État gabonais de récolter 66,2 milliards de FCFA auprès des investisseurs de la Bvmac. Rémunérées à 6,75%, les obligations de 4 ans de maturité n'ont été souscrites qu'à hauteur de 356 millions de FCFA. Contre 13,4 milliards de FCFA pour les titres de 6 ans de maturité, frappés d'un taux d'intérêt plus rémunérateur de 7%.

DURCISSEMENT DES CONDITIONS DU MARCHÉ

« Les fonds levés seront alloués au financement de projets d'infrastructures, à la relance des investissements et à la consolidation des acquis sociaux, conformément aux engagements pris

dans le cadre de Plan national de développement pour la transition (PNDT) », informe la société de bourse BEMS dans son communiqué officiel.

Lancé pour la première fois sur le marché financier unifié de l'Afrique centrale par l'État du Cameroun en 2023, l'emprunt obligataire multi-tranches offre plus de chance de succès aux demandeurs de capitaux. Surtout dans un contexte de durcissement des conditions du marché, comme c'est le cas depuis plusieurs mois dans la zone Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad et RCA).

En effet, en plus de permettre à l'émetteur d'avoir un certain contrôle sur les taux d'intérêt proposés, les emprunts à tranches multiples ont la particularité d'élargir la base des investisseurs potentiels, à travers la possibilité qui leur est donnée de souscrire pour des maturités longues à des taux d'intérêt plus élevés, ou pour des maturités plus courtes à des taux d'intérêt plus bas.

André Noir

VISA CEMAC CLIENT SUMMIT 2025

UBA Cameroun honorée du prestigieux prix de Meilleure Banque Visa en Afrique Centrale

Le 07 mars 2025 à Douala, UBA Cameroon a été honorée du prestigieux prix de Meilleure Banque Visa en Afrique Centrale lors de la 1ère édition du « Visa CEMAC Client Summit 2025 ». Une distinction globale qui consacre le leadership de la banque panafricaine, en matière de solutions de paiement digitales et innovantes à travers toute la sous-région. Un événement qui a réuni les principaux acteurs de l'écosystème financier, notamment les fintechs, les institutions bancaires et les décideurs économiques de la région CEMAC.

Près de 200 participants issus du secteur bancaire, des organismes régionaux, des fintechs et autres acteurs clés du paiement dans l'ensemble des pays de la CEMAC ont pris part à la première édition du « Visa CEMAC Client Summit 2025 » à Douala. Le thème de cette édition, « Le Futur des Paiements Numériques en CEMAC - Les Enjeux Actuels, Les Succès de Demain », a permis d'engager des discussions stratégiques sur l'avenir des paiements et du commerce dans la région notamment la croissance du taux d'adoption des paiements numériques en Zone CEMAC et les principaux enjeux pour les banques.

La digitalisation des paiements est un levier crucial pour le développement économique de la CEMAC. « Ce sommet a été une occasion unique d'échanger sur les dernières tendances en matière de paiements numériques et de présenter des solutions innovantes adaptées aux besoins des marchés locaux. Au cours de l'événement, nous avons reconnu les

contributions exceptionnelles à l'innovation d'Ecobank Transnational Incorporated, Société Générale Cameroun, UBA Cameroun, BGFIBank Group, et PaySika » a déclaré Ismahill Diaby, Vice-Président et Directeur Général Afrique de l'Ouest et Centrale Francophone chez Visa.

Un moment fort du sommet a été la cérémonie de remise de prix, primant la contribution majeure des clients Visa au développement du secteur des paiements numériques en zone CEMAC. Parmi les lauréats ; Le Groupe ECOBANK a gagné le Prix de l'Innovation en Paiements Numériques, Ecobank Cameroun étant d'ailleurs le Bin-Sponsor des fintechs PaySika et Neero, respectivement 1er et 2ème vainqueurs du Prix de la Meilleure Startup FinTech. Bien entendu, le Prix de la Meilleure Banque Visa CEMAC a été décernée à UBA Cameroun, reconnue pour sa performance exceptionnelle et son leadership dans la région...

Ce prix a été remis par Ismahill Diaby et reçu par une haute délégation de la banque UBA

Cameroun composée de Joseph Abena, Directeur marketing et communication pour le Cameroun et l'Afrique Centrale, Honoré Sogoue, Directeur de la Banque digitale et Mme Thérésia Etotoke, Team Lead, Card Digital Business, Transaction Banking.

Pour la banque panafricaine UBA, cette distinction est « une reconnaissance qui s'adresse à tous nos clients, particuliers et entreprises, un engagement renouvelé à offrir des services de paiement toujours plus sécurisés et performants, une fierté pour toute l'équipe UBA qui continue de repousser les limites »

« Cette visite réaffirme notre ambition commune



UBA Cameroun, Meilleure Banque Visa en Afrique Centrale

de construire un écosystème de paiement numérique robuste et inclusif pour tous. Ensemble, nous pouvons faire de cette ambition une réalité » s'est réjoui Ismahill Diaby.

A.N

PRODUCTION DU CIMENT

Cimpor s'associe à FIZIX pour réduire le temps et la consommation d'énergie dans la cimenterie

Le Turc Cimpor Global, qui revendique la construction au Cameroun de « la première usine (de production de ciment) avec un calcinateur flash vertical d'argile au monde », a annoncé le 11 mars 2025 la signature d'un partenariat avec sa compatriote FIZIX. Il s'agit d'un pourvoyeur de solutions numériques pour la surveillance de l'état technique des équipements de production, apprend-on.



Réduire considérablement les inefficacités et les émissions dans les sites de production

« Ce partenariat avec FIZIX permettra un suivi à grande échelle de l'état des machines sur 25 sites industriels dans 10 pays (dont le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Ghana), facilitant ainsi la détection préventive des pannes. (...) Ce projet devrait réduire considérablement les inefficacités et les émissions, réduisant ainsi les dommages aux équipements et les pertes d'énergie et de main-d'œuvre liées aux arrêts imprévus. La continuité de la production permettra une consommation d'énergie réduite, tout en garantissant des standards élevés de qualité et de régularité. À terme, cette

optimisation favorisera la production de matériaux de construction plus durables, avec une empreinte carbone inférieure à celle des produits aux performances similaires », indique le cimentier turc dans le communiqué officiel publié le 11 mars 2025.

« Dans un monde où la compétitivité ne se mesure plus seulement à la performance financière, mais aussi à la responsabilité environnementale et sociale, Cimpor Global montre la voie. (...) Le partenariat avec FIZIX, notre dernière initiative en matière de technologie et de durabilité, marque une avancée majeure pour nos activités au Portugal et sur la scène

internationale, mais aussi pour l'ensemble de l'industrie du ciment et au-delà », commente Berkan Fidan, le directeur technique du groupe Cimpor Global.

Opérationnelle dans la zone industrialoportuaire de Kribi (région du Sud du Cameroun) depuis le premier trimestre 2024, Cimpor est la 6^e cimenterie du Cameroun. Dotée d'une capacité de production officielle d'un million de tonnes par an, son usine produit les ciments 32.5 et 42.5 de la marque Powercem.

Omer Kamga

GESTION PUBLIQUE

ADDUCTIONS D'EAU POTABLE

276 milliards de Fcfa pour la construction de 300 mini-réseaux au Cameroun

L'engagement a été pris mardi 4 mars 2025 à Yaoundé, à l'occasion de la table ronde des bailleurs de fonds visant à mobiliser les financements nécessaires pour le projet de construction de 300 mini-réseaux d'adduction d'eau potable en milieu rural au Cameroun. Ces assises étaient co-présidées par le Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Alamine Ousmane Mey, et le Ministre de l'Eau et de l'Énergie, Gaston Eloundou Essomba, en présence des responsables d'institutions financières internationales, d'agences de coopération au développement et des administrations publiques.



Mobiliser les financements nécessaires

Le montant à mobiliser par le gouvernement pour la mise en œuvre de ce projet s'élève à 276 milliards de Fcfa. Cette enveloppe résulte des études d'avant-projet sommaire et d'avant-projet détaillé réalisées entre 2022 et 2023 grâce aux financements de la Banque africaine de développement (BAD). C'est dans le but de couvrir ce besoin de financement que le MINEPAT et le MINEE ont organisé cette table ronde. Selon le ministre de l'Eau et de l'Énergie, « il s'est agi de présenter les différentes études aux bailleurs de fonds afin de recueillir leurs intentions de financement ».

Sur les 300 mini-adductions d'eau potable prévues, Gaston Eloundou Essomba souligne que la Banque mondiale s'est engagée à financer au moins une centaine d'ouvrages dans les trois régions septentrionales. La BAD, quant à elle, prévoit d'intégrer ces adductions dans le cadre de la mise en œuvre de barrages collinaires dans le Septentrion. De plus, elle compte associer ces projets d'adduction d'eau potable à d'autres infrastructures structurantes. Les autres bailleurs de fonds ont également exprimé leur intérêt pour ce projet et ont promis de préciser leurs engagements financiers une fois leurs validations internes obtenues.

Le Ministre de l'Économie a quant à lui salué l'engouement des partenaires au développement du Cameroun. Pour Alamine Ousmane Mey, le projet sera exécuté en plusieurs phases et impliquera de manière participative et inclusive l'ensemble des acteurs afin d'assurer une mobilisation efficace des ressources, ainsi qu'une exécution et une gestion optimales. L'innovation en matière de financement sera privilégiée, notamment par l'intégration des fonds climatiques et l'implication du secteur privé. Le MINEPAT a également invité d'autres partenaires à s'intéresser à ce projet, qui revêt des enjeux socio-économiques majeurs pour les populations concernées.

L'accès à l'eau potable est une priorité de la stratégie gouvernementale

de lutte contre la pauvreté, un défi particulièrement crucial en zone rurale. D'après la première Enquête sur l'accès à l'énergie, à l'eau et à l'assainissement réalisée en 2021 par le MINEE avec l'appui de l'INS, 82 % des ménages camerounais en milieu urbain bénéficient d'un service élémentaire d'approvisionnement en eau potable, contre seulement 48 % en milieu rural. Il est donc impératif de développer les infrastructures d'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans ces zones afin de réduire cette disparité et de contribuer aux objectifs de la SND30. Cette stratégie vise un taux d'accès à l'eau potable de 90 % d'ici 2030, contre 56 % actuellement.

Le projet de construction de 300 mini-réseaux d'adduction d'eau potable s'inscrit dans cette dynamique, avec pour ambition d'optimiser l'efficacité des investissements dans le sous-secteur « eau potable et assainissement ». L'objectif à terme est de fournir environ 41 000 m³ d'eau potable par jour à plus d'un million d'habitants d'ici 2050. Ce projet cible les villages et chefs-lieux d'arrondissement des dix régions du Cameroun.

Les réseaux à réaliser sont conçus pour une durée de vie de 25 ans et permettront de porter l'approvisionnement journalier à 35 litres par habitant, contre 20 litres actuellement en zone rurale. Chaque réseau comprendra, entre autres, un captage, un poste de traitement et de pompage d'eau, un système d'automatisation des installations, des ouvrages de stockage, un réseau de distribution et des bornes-fontaines. L'alimentation en énergie électrique reposera sur l'énergie solaire photovoltaïque, et la technologie adoptée visera à rapprocher le service d'eau potable des ménages grâce aux bornes-fontaines et aux branchements particuliers. Enfin, les collectivités territoriales décentralisées joueront un rôle clé dans la mise en œuvre de ce projet d'envergure.

Omer Kamga

IMPORT-SUBSTITUTION

Le fonds Koweïtien octroie 5,9 milliards pour soutenir le développement de la filière riz au Cameroun

L'accord de prêt y relatif a été signé vendredi 28 février 2025 à Yaoundé par le Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Alamine Ousmane Mey, et le Directeur Général du Fonds Koweïtien pour le Développement Économique Arabe (FKDEA), Waleed Al-Bahar. C'était en présence du Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Gabriel Mbairobe, et du Directeur de la Région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre du Fonds, Thamer Al Failakawi.



Financement de la Chaîne de Valeur du Riz au Cameroun

Environ 5,9 milliards de FCFA, c'est le montant de l'accord de prêt signé par le Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) et le Directeur Général du Fonds Koweïtien pour le Développement Économique Arabe (FKDEA). Cet accord est destiné au financement partiel du Projet de Développement de la Chaîne de Valeur du Riz au Cameroun (PDCVRC). Dans son discours de circonstance, le MINEPAT a fait savoir que ce financement, qui s'inscrit en droite ligne de la mise en œuvre de la politique d'Import-Substitution prescrite par le Chef de l'État, est la première phase d'une série d'opérations envisagées dans le cadre du développement de cette filière stratégique qui, au regard du contexte ambiant, retient l'attention des pouvoirs publics. Selon Alamine Ousmane Mey, à travers le PDCVRC, il est question d'améliorer la productivité et la production dans la filière, de soutenir les riziculteurs, de garantir l'autosuffisance et la sécurité alimentaire dans notre pays, et d'exporter le surplus de la production vers des destinations sous-régionales et internationales.

Le MINEPAT et le DG du FKDEA se sont réjouis de ces nouveaux concours financiers qui viennent s'ajouter à d'autres projets déjà financés par l'institution koweïtienne au Cameroun, notamment dans les secteurs des transports, de l'éducation et de la santé. Il s'agit notamment de la construction de la route Sangmélima-Djoum (tronçon Bikoula-Djoum), la construction de la route Olama-Kribi (tronçon Bingambo-Grand Zambé), la construction de la route Ayos-Bonis (tronçon Ayos-Abong Mbang), la construction du Lycée technique professionnel d'Ekounou, ainsi que la construction et l'équipement de l'hôpital régional de Mbalmayo.

Le MINEPAT a saisi l'opportunité de cette rencontre pour émettre le vœu de voir cette coopération se densifier, à travers un soutien accru des PME camerounaises, dont le rôle est essentiel dans le processus de production. Notons que la signature de cet accord intervient dans le cadre de la mission de haut niveau qu'effectuent les hauts responsables de cette institution financière internationale en terre camerounaise du 27 février au 1er mars 2025. Il sera également question pour la mission de discuter avec les autorités camerounaises et les autres parties prenantes nationales des détails et des modalités de mise en œuvre dudit projet.

En rappel, le Projet de Développement de la Chaîne de Valeur du Riz au Cameroun vise le renforcement des capacités des riziculteurs, le désenclavement des bassins de production, l'augmentation des revenus des petits exploitants et des prestataires de services agricoles, ainsi que la facilitation de l'accès aux services sociaux de base. D'un coût global de près de 98 milliards de FCFA, ce projet est cofinancé par la Banque Islamique de Développement (chef de file des bailleurs) à hauteur de 53 milliards de FCFA, le Fonds de l'OPEP pour un montant de 14,99 milliards, la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA) pour une valeur de 12 milliards, le Fonds Koweïtien pour un montant d'environ 5,9 milliards, dont l'accord de prêt a été signé ce jour, et l'État du Cameroun avec 2,45 milliards de fonds de contrepartie. La maîtrise d'ouvrage est assurée par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER).

O.K

MARCHÉ DES TITRES PUBLICS

Le Cameroun veut lever 145 milliards de Fcfa en 15 jours

Le Trésor public camerounais lance, à compter de ce 17 mars 2025, un programme d'émissions d'obligations du Trésor assimilables (OTA) sur le marché des titres publics de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), l'institut émission des six pays de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad et RCA). Ce programme, qui s'étend jusqu'au 31 mars 2025, vise à mobiliser auprès des investisseurs des financements d'un montant total de 145 milliards de Fcfa, révèle-t-on à la direction générale du Trésor du ministère des Finances.



Sylvestre Moh Tangongoh, Directeur général du Trésor

de 6% sur les titres de 3 ans, 6,5% et 6,75% sur les titres de 4 et 5 ans respectivement, puis jusqu'à 7,5% sur des titres de 7 ans de maturité, le Trésor camerounais, connu pour sa politique de prudence sur les taux d'intérêts, s'arrime à la réalité d'un marché de plus en plus exigeant en termes de rémunération des investisseurs. C'est que, à partir de la fin d'année 2021, avec l'implémentation d'une politique monétaire rigide par la BEAC, dont le but était d'assécher les banques pour combattre l'inflation galopante à cette époque, les coûts des emprunts sur le marché des titres publics se sont envolés.

DÉFAUT DE PAIEMENT

De ce fait, elle est désormais lointaine, l'époque où, comme aimait à rappeler le directeur général du Trésor au ministère des Finances, Sylvester Moh, «le Cameroun (était) le seul pays au Sud du Sahara, qui s'endette encore à des taux d'intérêt de moins de 3% pour les titres de courte maturité (Bons du Trésor assimilables ou BTA) et de moins de 7% pour les maturités longues (OTA)». Pour preuve, a confessé le ministre des Finances le 13 février 2025 à Douala, lors de la présentation aux investisseurs du programme de financement de

l'État pour l'année courante, les taux d'intérêts sur les bons du Trésor du Cameroun (titres de court terme servant généralement à pallier les difficultés de trésorerie, NDLR) ont plus que doublé entre 2020 et 2024. Passant de 2,67% en 2020 à 6,33% en 2024. Ce qui révèle une augmentation de plus de 100%.

En ce qui concerne les OTA, le coût moyen des émissions du Cameroun sur le marché de la banque centrale s'est par exemple établi à 7,2% en septembre 2023. Selon le rapport sur les statistiques mensuelles du marché des valeurs du Trésor, publié par la Cellule de règlement et de conservation des titres (CRCT) de la BEAC, il s'agissait alors du coût moyen le plus élevé sur les titres de moyen et long terme du Cameroun, depuis le lancement du marché des titres de la BEAC en 2011. Au demeurant, en dépit de cette révision à la hausse des taux d'intérêts servis aux investisseurs, à cause de conditions du marché devenues de plus en plus difficiles, le Cameroun demeure le pays qui s'endette le moins cher sur le marché monétaire de la Cemac. En raison de la crédibilité de sa signature. En effet, rappelle-t-on au ministère des Finances, depuis le lancement du marché des titres publics en 2011, le Trésor public camerounais n'a enregistré aucun défaut de paiement, le pays s'arrangeant toujours à rembourser ses différents emprunts « à bonne date », souligne le ministre Motazé.

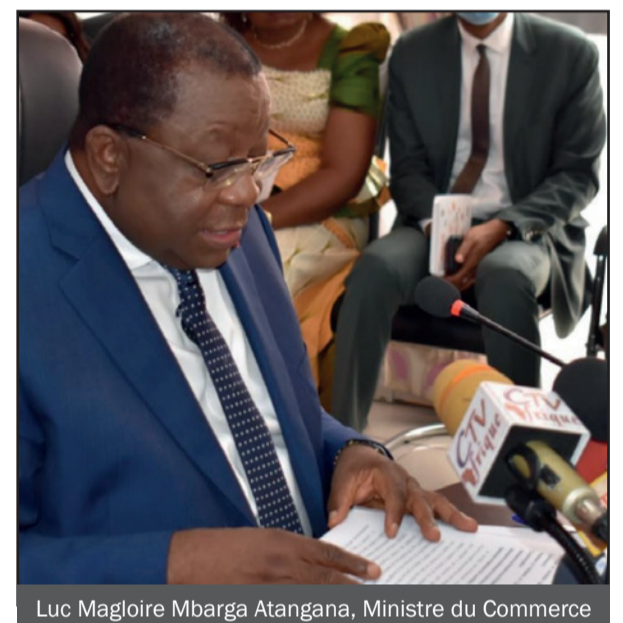
Paul Nkala

Pour ce faire, six émissions d'OTA (titres de long terme servant généralement à financer des projets d'investissements, NDLR) sont prévues, pour des maturités allant de 3 à 7 ans. Dans le cadre de chacune des opérations, les enveloppes à mobiliser oscillent entre 20 et 25 milliards de Fcfa. Les taux d'intérêts proposés aux investisseurs sont quant à eux compris entre 6% et 6,75% pour les titres de 3 ans, 4 ans et 5 ans de maturité, et 7,5% pour les titres d'une maturité de 7 ans, apprend-on officiellement. L'on note une certaine générosité du gouvernement camerounais dans le cadre de cette opération de recherche des financements, notamment en ce qui concerne les taux d'intérêts servis aux investisseurs. En effet, en proposant une rémunération

DIGITALISATION

Le Mincommerce lance une plateforme numérique pour optimiser la collecte des recettes non fiscales

Le ministère du Commerce a annoncé, le 11 mars 2025, le lancement de sa plateforme de dématérialisation des procédures d'ordonnancement et de recouvrement des recettes non fiscales. Cette initiative vise à simplifier les démarches administratives pour les usagers et à renforcer la sécurité des recettes publiques.



Luc Magloire Mbarga Atangana, Ministre du Commerce

Désormais, les citoyens et les entreprises peuvent « effectuer leurs paiements en ligne, sans avoir à se déplacer physiquement », indique le ministre. La plateforme permet également de réaliser diverses procédures administratives, telles que le paiement de services administratifs et le téléchargement d'actes administratifs authentifiés.

POTENTIEL SOUS-EXPLOITÉ

Selon la Direction du budget au ministère des Finances, les recettes non fiscales comprennent les frais payés pour l'obtention de documents administratifs, les amendes, les dividendes (part des bénéfices versés par les entreprises publiques), etc. Bien que leur potentiel soit estimé à 800 milliards de FCFA, l'État peine à maîtriser la collecte de ces ressources. Cet écart entre le potentiel théorique et les recettes effectivement collectées a conduit à une série de réformes visant à améliorer l'efficacité du recouvrement.

Ces réformes s'inscrivent dans le cadre de la Loi de finances 2023, conformément aux recommandations du président Paul Biya, qui a exhorté les administrations sectorielles à intensifier les efforts de collecte des recettes non fiscales. Pour combler cet écart, le gouvernement a mis en place des plateformes numériques dans plusieurs ministères. Ces solutions visent non seulement à simplifier les processus pour les usagers, mais aussi à renforcer la transparence et la traçabilité des transactions.

OBJECTIF AMBITIEUX

Pour l'année 2025, le gouvernement a fixé un objectif de collecte des recettes non fiscales à 361 milliards de FCFA, soit environ la moitié du potentiel identifié. Ce chiffre a été confirmé par le ministre des Finances, Louis Paul Motaze, lors de son intervention en décembre 2024 devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée nationale. « Le gouvernement poursuit des réformes à l'effet d'améliorer davantage les recettes non fiscales, dont le recouvrement se situe à ce jour à 300 milliards, l'objectif étant d'atteindre 600 milliards de recettes suivant le potentiel identifié en la matière », a déclaré le ministre.

Elise Nguélé

INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

Le Cameroun a investi près de 2 000 milliards Fcfa en 5 ans

Au cours des cinq dernières années, le Cameroun a consacré 1 957, 11 milliards de Fcfa plus précisément, pour l'aménagement et la réhabilitation de ses infrastructures routières



Emmanuel Nkanou Djoumessi, Ministre des Travaux Publics

la Banque islamique de développement (BID), l'Agence japonaise de coopération Internationale (JICA), l'Agence française de développement (AFD), l'Union européenne (UE) et la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC). Grâce à ces partenariats, a souligné, le membre du gouvernement, « plusieurs projets et programmes sont en cours ou en voie de démarrage », en particulier dans les régions du Nord-Ouest et de l'Extrême-Nord.

Dans la région en crise du Nord-Ouest, Emmanuel Nkanou Djoumessi indique que des travaux sont par exemple en cours sur la section de la route Matazem-Welcome to Bamenda longue de 18 km et la voie de contournement de la ville de Bamenda (4,93 km). Un accent particulier est également mis sur l'amélioration des routes communales bitumées, avec 30 km de routes déjà réalisées sur la route Babadjou-Bamenda (52 km) reliant les régions de l'Ouest et du Nord-Ouest. Par ailleurs, des travaux sont en cours pour la construction des sections Kumbo-Nkambe-Misaje, incluant la voie de contournement de Nkambe. Emmanuel Nkanou Djoumessi a précisé qu'un dispositif

sécuritaire a été mis en place pour garantir la bonne marche de ces projets dans cette région en proie à une crise sociopolitique depuis fin 2016, qui a perturbé la réalisation de certaines infrastructures routières.

Dans l'Extrême-Nord, la réhabilitation est engagée sur les sections Maroua-Moutourwa (36 km), Magada-Guidiguiss (68,30 km) et Guidiguiss-Yagoua (68,70 km). D'autres travaux concernent la route Bogo-Guirvidig (32,86 km), ainsi que les voiries de Bogo (5 km) et Maroua (6,2 km), la route Guirvidig-Pouss (30,86 km) ainsi que les voiries de Maga (2 km) et Guirvidig (2 km). De plus, la reconstruction de la route Mora-Tchakamari (22 km) est en cours. Le ministre a également annoncé que les travaux de reconstruction des routes Tchakamari-Dabanga-Kousseri et Ngaoundéré-Garoua débiteront « avant la fin du premier semestre 2025 ».

Au total, « environ 500 km de route sont en cours de construction à l'Extrême-Nord. Dans six ou sept mois, le paysage routier de cette partie du pays va véritablement changer », a affirmé Emmanuel Nkanou Djoumessi dans une interview publiée le 6 mars par le quotidien national bilingue Cameroon Tribune. Selon les données du ministère des Travaux publics, l'Extrême-Nord dispose d'environ 22 000 km de routes, mais dont les sections nationales représentent moins de 600 km, le reste étant constitué de routes régionales et communales.

Omer Kamga

Le ministre des Travaux publics, Emmanuel Nkanou Djoumessi, a dévoilé cette information dans un communiqué publié le 4 mars 2025, à l'occasion des travaux de la 9e session du Comité national de pilotage des programmes routiers intégrateurs, du Projet de facilitation des transports et de transit en zone Cemac et du Projet de transport multimodal, qu'il a présidé à Yaoundé.

Les investissements réalisés sont le fruit d'une coopération active avec des institutions financières internationales que sont notamment la Banque africaine de développement (BAD), la Banque mondiale,

GESTION PUBLIQUE

AGOA

Baisse de 13% des exportations africaines vers les USA en 2024

Alors que le retour de Donald Trump à la Maison Blanche augmente les incertitudes sur sa prorogation, le régime de préférences commerciales accordé depuis mai 2000 par les Etats-Unis aux pays d'Afrique subsaharienne a continué à profiter à un nombre limité de pays et de secteurs dans la région.



Les exportations ont atteint 8 milliards de dollars en 2024 sous le régime de l'AGOA

Les exportations des pays d'Afrique subsaharienne vers les Etats-Unis sous le régime de préférences commerciales African Growth and Opportunity Act (AGOA) ont atteint 8 milliards de dollars en 2024, enregistrant ainsi une baisse de 13% par rapport à 2023, selon un rapport publié le vendredi 28 février, par le Congressional Research Service (CRS), l'Institut de recherche sur les politiques publiques du Congrès américain.

Le rapport indique cependant que le programme lancé en mai 2000 bénéficie essentiellement à une poignée de pays et un nombre très limité

de secteurs d'activité économique dans la région. Cinq pays ont concentré près de 65% des exportations africaines vers la première puissance économique mondiale durant l'année écoulée : l'Afrique du Sud (3,76 milliards de dollars), le Kenya (567 millions de dollars), Madagascar (345 millions), le RD Congo (287 millions) et la Côte d'Ivoire (178 millions).

Les exportations de pétrole brut se sont élevées à 2 milliards de dollars en 2024, représentant ainsi 25 % du total des exportations des pays éligibles au programme AGOA vers les Etats-Unis. Le Nigeria est resté le premier fournisseur de pétrole brut aux Américains en 2024 (1,6 milliard de dollars).

Les exportations des produits non pétroliers se sont établies à 6 milliards de dollars. Les principales catégories des exportations non énergétiques sont les véhicules et les composants automobiles (2,4 milliards de dollars), le textile-habillement (1,2 milliard de dollars), les produits agricoles et alimentaires (949 millions de dollars), les métaux de base (711 millions de dollars) et les produits

chimiques (251 millions de dollars).

L'AGOA permet aux pays d'Afrique subsaharienne éligibles d'exporter près de 1800 produits vers les Etats-Unis sans payer des droits de douane. Ces produits s'ajoutent à 5000 autres pouvant bénéficier d'un accès au marché américain en franchise de droits de douane dans le cadre du système des préférences généralisées (SPG).

Incertitudes

Chaque année, Washington actualise la liste des pays éligibles à l'AGOA en fonction notamment de leur attachement à l'économie du marché, au respect de l'Etat de droit et aux politiques de lutte contre la pauvreté. Le dispositif prend aussi en considération les avancées ou les reculs démocratiques des pays concernés.

Durant le mandat de l'ex-président américain, Joe Biden, un groupe bipartisan de sénateurs américains a présenté à la Chambre haute du Congrès un projet de loi portant sur la prorogation de l'AGOA jusqu'en 2041.

Bien que le nouveau locataire de la Maison Blanche ne soit pas un chantre de la libéralisation du commerce, les experts jugent l'abandon du programme peu probable. « L'accord commercial conclu avec l'Afrique subsaharienne a toujours fait l'objet d'un soutien bipartisan au Congrès américain. En avril 2024, un groupe bipartisan de sénateurs américains a d'ailleurs présenté

à la chambre haute du Congrès un projet de loi portant sur la prorogation de l'AGOA jusqu'en 2041 », souligne Richard Morrow, analyste au sein du think tank Brenthurst Foundation, dans une tribune publiée en décembre sur le site Web du groupe de réflexion indépendant américain Council on Foreign Relations.

Intitulée « AGOA at a Crossroads », l'analyse rappelle également que ce programme a déjà survécu à la première administration Trump en dépit d'une rhétorique commerciale protectionniste similaire à celle qui prévaut actuellement à Washington.

Aux Etats-Unis, les défenseurs du programme AGOA considèrent qu'il encourage l'investissement et la croissance économique en Afrique subsaharienne, ce qui générerait potentiellement une demande pour les biens et services américains à mesure que les économies de la région se développent, tout en contribuant à contrer l'influence de la Chine dans la région.

Les pourfendeurs du régime de préférences commerciales mettent cependant en avant la concurrence accrue à laquelle plusieurs producteurs américains sont confrontés, surtout en l'absence de réciprocité en matière d'accès aux marchés.

Placide Onguéné

DETTE FISCALO-DOUANIERE

Le gouvernement prévoit le paiement de 110 milliards de Fcfa en 2025

Lors de la cérémonie d'inauguration de l'immeuble-siège de la Trésorerie générale de Douala, le 7 mars 2025, le ministre des Finances (Minfi), Louis Paul Motaze a annoncé la disponibilité d'une enveloppe de 110 milliards FCFA pour faire face à la tranche annuelle contenue dans le plan d'apurement de la dette fiscale et



Louis Paul Motaze, Ministre des Finances

faire face à la tranche annuelle contenue dans le plan d'apurement », a informé le ministre des Finances. L'objectif est de résorber l'endettement public dont les risques pèsent sur l'équilibre budgétaire et la crédibilité de la signature de l'Etat.

Outre cette enveloppe, le MINFI a également annoncé l'examen de diverses autres dettes, suivant les résultats de l'audit de la dette flottante de l'Etat et de ses démembrements sur la période 2000 - 2019. « A cet effet, les décisions de paiement de toutes les autres dettes sont en cours d'élaboration afin que très tôt, cette année, les paiements soient effectifs

», a rassuré Louis Paul Motazé.

En détail, il s'agit de la dette commerciale dont le montant est estimé à 121 milliards de Fcfa. Les dettes locatives, académiques et sociales se chiffrent respectivement à 9 milliards de Fcfa, 16 milliards de Fcfa, et 5,6 milliards de FCFA.

« A l'exception de la dette fiscale-douanière dont le paiement s'effectuera sur 7 ans, l'apurement de toute cette dette est étalé sur trois (03) ans de 2024 à 2026, pour permettre aux prestataires créanciers des entités publiques d'être financièrement soulagés », précise le MINFI.

Rappelons que le gouvernement, dans une volonté d'assainir les finances publiques avait lancé une vaste opération de recensement et d'audit de la dette flottante de l'Etat et de ses démembrements sur la période 2000 - 2019. Les résultats ont été publiés en août 2024. A l'issue de cette opération qui visait les dettes non structurées regroupées sous le vocable « dette flottante », réclamées par des tiers vis-à-vis des administrations centrales

(Ministère et autres administrations centrales assimilées), des Etablissements et Entreprises Publiques, ainsi qu'aux Collectivités Territoriales Décentralisées), le montant total validé s'élevait à 671,7 milliards Fcfa.

Dans une lettre circulaire signée à la même période, le Ministre des Finances avait défini les modalités d'apurement. Selon le document, les dettes académiques, locative, sociale et les indemnités, compte tenu de leur spécificité, sont supportées par le budget de l'Etat. La dette commerciale quant à elle, fait l'objet de prise en charge partagée entre l'Etat (70%) et les entités débitrices (30%) en 3 ans à compter de 2024 (2024 à 2026). Pour ce qui est de la dette fiscale et douanière, l'Etat s'était engagé à accompagner les entités publiques débitrices en prenant en charge la totalité sur 7 ans à compter de l'exercice budgétaire 2025.

Omer Kamga

PROJECTION

La croissance économique du Cameroun atteindra 4,2% en 2025

Alors que la production des hydrocarbures continue de ralentir sous l'effet de l'arrivée à maturité de plusieurs gisements, l'amélioration des perspectives de l'économie camerounaise sera essentiellement tirée par l'augmentation de la consommation des ménages, la construction de projets d'infrastructures et une bonne campagne cacaoyère



Des signaux verts malgré des défis qui persistent

le 3 mars dernier. Cette dynamique positive s'appuie sur plusieurs facteurs clés, notamment l'augmentation de la consommation des ménages, le développement de projets d'infrastructures ambitieux et une campagne cacaoyère prometteuse. Cependant, des défis persistent, notamment la baisse de la production d'hydrocarbures et les risques liés à l'élection présidentielle de 2025.

hausse significative, atteignant 4,2 % en 2025. Cette augmentation s'explique par le reflux de l'inflation et la stabilisation des prix des carburants, ce qui améliore le pouvoir d'achat des Camerounais. « Les prix élevés du cacao et la stabilisation des prix de carburants [...] seront les principaux moteurs de l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens camerounais », précise le rapport de Fitch Solutions. Parallèlement, la construction de projets d'infrastructures majeurs, tels que la centrale hydroélectrique de Nachtigal et l'expansion du port de Kribi, stimule l'activité économique. Ces projets, d'un coût total de 400 milliards de FCFA (640 millions de dollars), créent des emplois et favorisent le développement des secteurs connexes. Les dépenses publiques restent modérées, bien qu'un léger creusement du déficit budgétaire soit attendu en 2025 en raison des dépenses liées à l'élection présidentielle.

production d'hydrocarbures continue de ralentir, car de nombreux champs pétroliers arrivent à maturité. Les exportations nettes d'hydrocarbures devraient se contracter de 7,5 % cette année. Cette baisse de la production pétrolière pourrait avoir un impact négatif sur les recettes de l'Etat et sur la balance commerciale.

De plus, l'approche de l'élection présidentielle d'octobre 2025 suscite des inquiétudes quant à la stabilité sociale. Fitch Solutions souligne que la probabilité de troubles sociaux fait peser des risques à la baisse sur les perspectives de croissance. « La probabilité de troubles sociaux à l'approche de l'élection présidentielle d'octobre 2025 fait peser des risques à la baisse sur les perspectives de croissance de l'économie camerounaise », indique le rapport. Il est essentiel que le gouvernement prenne des mesures pour assurer un processus électoral pacifique et transparent afin de préserver la confiance des investisseurs et de maintenir la dynamique de croissance.

Placide Onguéné

CONSOMMATION ET INFRASTRUCTURES : MOTEURS DE LA CROISSANCE

La consommation des ménages devrait connaître une

DÉFIS ET RISQUES À SURVEILLER

Malgré ces perspectives encourageantes, l'économie camerounaise doit faire face à plusieurs défis. La

PETROLE ET GAZ

Un investissement de 9 milliards Fcfa de la SCDP pour augmenter ses capacités de stockage de GPL

La Société camerounaise des dépôts pétroliers (Scdp) veut investir 8,7 milliards de Fcfa pour augmenter ses capacités de stockage de gaz de pétrole liquéfié (GPL) dans le pays. Cette investissement vise à relever de 20% à 5 970 tonnes métriques, les capacités de stockage de l'entreprise publique dans la ville de Douala.



Siège de la SCDP à Douala

Selon un avis d'appel d'offres national publié le 10 mars dernier et destiné à recruter une entreprise adjudicataire, le projet d'investissement consiste à construire une nouvelle sphère S7 de stockage de GPL, d'une capacité de 1 000 tonnes métriques (TM) dans son dépôt pétrolier de Bonaberi, dans la ville de Douala. « Afin de soutenir la croissance de la demande, ces investissements visent à moderniser les infrastructures et à relever de plus de 20 % les capacités de stockage », a indiqué l'entreprise dans un communiqué récemment publié. Sont aussi prévues, l'automatisation des sphères existantes (S1 à S5, la S6 étant encore en construction) et la construction d'un nouveau pipeline de réception de GPL de diamètre 10". Selon les informations de la Scdp, les travaux seront financés par le budget d'investissement de l'entreprise publique pour l'exercice 2025. Lesdits travaux, constitués d'un seul lot, devront être réalisés dans un délai de 24 mois à compter de la date de sélection de l'entreprise adjudicataire. De fait, les fonds investis seront consentis sur 3 ans en raison de 4,29 milliards pour 2025, 2,93 milliards en 2026 et 1,47 milliard en 2027.

L'investissement de la Scdp vise à porter à 5 970 TM, ses capacités de stockage dans la ville de Douala. Dotée de 13 dépôts dispatchés dans 7 régions du pays, la Scdp qui dispose d'une capacité globale de stockage de GPL de 4 970 TM, veut « résoudre de manière significative les problèmes de ruptures dans l'approvisionnement GPL sur le marché, en limitant les rotations des navires et la réduction des tensions logistiques dans l'exploitation du dépôt ».

Pour l'année en cours, la Scdp prévoit une croissance de +11 % des mises à la consommation du GPL grâce à la mise en exploitation de la Sphère 6, d'une capacité de 1 000 TM. Selon la Scdp, les approvisionnements pour le marché national en GPL sont passés de 35 000 tonnes en 2 000 à 170 000 tonnes en 2021, avec 80% de ce volume importé du marché international. À long terme, l'entreprise prévoit de construire 2 500 TM pour le gaz domestique à l'horizon 2031 afin de porter la capacité globale de stockage à 8 470 TM pour une demande nationale estimée à 31 000 TM.

Cédric Boyomo

NUMÉRIQUE

Près de 1,3 milliard Fcfa investi par l'Union Européenne pour financer 12 micro-projets numérique au Cameroun

Dans le cadre du projet Promotion de la recherche, de l'innovation et de la culture numérique en Afrique centrale (Princnac), l'Union européenne (UE) a investi environ 1,264 milliard Fcfa pour le financement de 12 micro-projets au Cameroun en 4 ans. C'est ce qui ressort de l'atelier de capitalisation du projet qui se tient du 10 au 14 mars 2025 à Douala.



Atelier de capitalisation du projet Princnac(1)

« Il est question d'évaluer ce projet à la fois sur le plan quantitatif et qualitatif de façon à pouvoir le disséminer et de pouvoir mettre un plan de pérennisation qui permet à ce que ce genre d'initiative puisse perdurer », a déclaré Pr Alain Kiyindou, directeur régional de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) Afrique centrale et Grands-Lacs.

D'un coût global d'environ 3,199 milliards Fcfa pour 17 mini-projets dans 8 pays d'Afrique centrale, le Princnac a été financé à 15% par l'Organisation des Etats de l'Afrique, des Caraïbes

et du Pacifique (Oeacp), et à 85% par l'UE dans le cadre du fonds ACP pour l'innovation et son programme recherche et innovation.

Le projet qui s'est déroulé de janvier 2021 à janvier 2025,

a pour objectif de renforcer les capacités recherche-innovation dans les pays d'Afrique centrale par la consolidation des écosystèmes d'innovation et la création des synergies productrices entre l'entrepreneuriat, le numérique et les politiques d'innovation au service du développement durable et de la réduction de la pauvreté.

Le Cameroun a concentré 70% des 17 mini-projets du Princnac et consommé 60,48% de son budget. Parmi les projets financés, il y a Synerime (création d'opportunités d'emplois jeunes par les synergies entre les écosystèmes de la

recherche et l'innovation et les membres de l'entreprise) porté par l'ingénieur camerounais Flavien Kouatcha.

Financé à hauteur de 150 000 euros (près de 100 millions FCFA), ce projet a été implémenté dans trois pays (Congo, Cameroun, Gabon). « Nous avons formé des jeunes entrepreneurs et innovateurs étudiants à enregistrer un brevet, à proposer une solution à une entreprise et à rédiger des contrats avec des entreprises privées de sorte que ces entreprises puissent adopter leurs solutions », explique Flavien Kouatcha.

Le projet PRICNAC a pour objectif de renforcer les capacités de recherche-innovation dans les pays d'Afrique centrale par la consolidation des écosystèmes d'innovation, des synergies productrices, de l'entrepreneuriat, du numérique et des politiques d'innovation au service du développement durable et de la réduction de la pauvreté.

André Noir

INFRASTRUCTURE ENERGETIQUE

Deux nouvelles centrales à gaz d'une capacité de 500 Mw en gestation

S'exprimant le 26 février 2025 à Yaoundé, au cours du panel « Industrie et énergie », organisé à l'occasion de la première édition des « Rencontres économiques du Cameroun », le ministre de l'Eau et de l'Énergie a révélé que deux projets de construction de centrales thermiques à gaz sont en gestation dans le pays. Selon Gaston Eloundou Essomba, ces deux infrastructures d'une capacité totale de 500 Mw devraient être installées dans les localités de Bekoko (350 Mw), dans la banlieue de Douala, et dans la capitale économique du pays elle-même (150 Mw).

Sans plus de détails sur les partenaires aux deux projets, le membre du gouvernement a cependant précisé que ces infrastructures énergétiques devraient être construites sous le modèle du partenariat public-privé (PPP). « Les deux projets sont d'ores et déjà mûrés. Nous attendons simplement que la Société nationale des hydrocarbures (SNH) nous rassure sur la disponibilité du gaz » sur les différents sites, a indiqué le ministre Eloundou Essomba.

À en croire ce dernier, la construction de ces deux centrales devrait permettre au gaz de porter sa contribution au mix énergétique du pays à 10% à l'horizon 2035. Avec des perspectives beaucoup plus reluisantes. « Depuis 2012, la SNH a démontré que le gaz peut contribuer de manière significative au développement du secteur de l'électricité au Cameroun, en assurant un approvisionnement continu de la centrale à gaz naturel de 216 MW construite dans la ville côtière de Kribi, la première du Cameroun. Le gaz pourrait représenter entre 20% et 30% du mix énergétique au plan national », estime par exemple Adolphe Moudiki. L'administrateur directeur général de la SNH faisait cette projection en 2019, dans la publication interne (SNH Infos)

du mastodonte de l'exploration et l'exploitation pétro-gazière au Cameroun.

Pour l'heure, le Cameroun dispose d'une seule centrale à gaz de grande envergure à Kribi, la cité balnéaire du pays. D'une capacité de 216 MW, cette infrastructure permettant généralement de stabiliser la production d'électricité en cas de baisse de production dans les centrales hydro-électriques, est opérée par Kribi Power Development Company (KPDC). Il s'agit d'une co-entreprise formée par l'Etat du Cameroun et le producteur indépendant d'énergie électrique britannique Globeleq.

Depuis au moins l'année 2016, KPDC est porteur d'un projet d'extension de la centrale thermique à gaz de Kribi,



Gaston Eloundou Essomba, Ministre de l'Eau et de l'Énergie

pour porter sa production de 216 MW à 330 MW. Mais, le projet n'a pas été réalisé jusqu'ici, en dépit de l'intérêt manifesté par la Banque africaine de développement (BAD) de mettre à disposition plus de 15 milliards de FCFA sur les 65 milliards de FCFA nécessaires à la réalisation de cette extension.

Rémy Ngassana

GESTION PUBLIQUE

COMMERCE INFORMEL

Bayam-Sellam, pilier de l'économie Camerounaise

Au Cameroun, offrant des opportunités d'emploi à un pourcentage important de la population active camerounaise, notamment aux populations vulnérables et aux jeunes, les Bayam-sellam ou encore les "amazones de l'économie camerounaise" représentent un pan important dans l'emploi informel du pays. Par ailleurs, selon les estimations de la matrice de comptabilité sociale, les commerces informels au Cameroun représentent environ 40% de la valeur ajoutée et de l'emploi du secteur informel camerounais et 60 % du produit intérieur brut (PIB) du pays.



Pour un approvisionnement des marchés en produits agricoles

Au Cameroun, les femmes exerçant l'activité d'approvisionnement des marchés en produits agricoles sont communément appelés Bayam-Sellam, un mot tiré du piggin local que signifie 'Acheter et vendre'. Leur activité consiste à acheter des produits agricoles dans les marchés ruraux et ensuite les revendre en gros ou en détail dans les

grandes métropoles.

Elles peuvent être classées en 3 catégories qui travaillent dans une logique de chaîne d'approvisionnement notamment les bayam sellem productrices de village encore appelé bayam sellam de proximité, les bayam sellem relai villages – villes sont celle qui se déplacent de la ville pour

les villages en quête d'approvisionnement et les bayam sellam détaillantes fixes des villes sont celles qui s'approvisionnent chez les bayam sellam relai et vendent au marché urbain, soit sur les comptoirs aménagés par les communes soit sur des espaces « sauvages ».

Pour Diane Ndeuna, experte en entrepreneuriat des jeunes et des femmes, « Elles sont les nourricières de la république en fait, elles assurent la sécurité alimentaire et ensuite à partir de leur activité, elles contribuent justement à l'éducation de leur fille à travers leurs activités et les revenus qu'elles dégagent de cette activité et un autre aspect qu'elles sont également des piliers des brassages culturels ».

Les activités informelles, telles que le commerce de rue, l'artisanat, l'agriculture informelle et les services informels, contribuent à stimuler la consommation et à répondre aux besoins de base des communautés camerounaises. Par ailleurs, le secteur informel, selon les estimations, contribuerait à plus de 60% du produit intérieur brut (PIB) du pays. En dépit de la faible pertinence des données statistiques disponibles, on relève que l'intérêt des femmes camerounaises pour les activités génératrices de revenus n'est pas une donnée récente au Cameroun.

« Notre économie informelle repose en partie sur l'économie informelle des femmes bayam-sellam qui permet comme ça de faire fonctionner beaucoup de chaînes de valeur d'autant plus

que quand elles s'achètent des vivres frais, elles permettent aux restaurants, aux hôtels et plus d'autres du secteur formel de fonctionner » confie Isidore Kemawou Fotabong, Consultant senior en amélioration de la qualité et de la productivité.

Réunies le 08 Mars 2025 au siège du Groupement des Entreprises du Cameroun à Douala, près de 170 femmes Bayam-Sellam ont été sensibilisées aux avantages de la formalisation, des incitations fiscales, des facilités d'enregistrement simplifiées et des programmes de renforcement des capacités entrepreneuriales à travers l'initiative "La voix des femmes Agape Foods and Drink".

« Ce que j'ai retenu dans cette journée internationale de la femme ici au Gecam est de toujours prendre des notes pendant mes transactions, pour mieux gérer mes sorties d'argent et connaître mes bénéfices parce que sans prendre des notes, je cours droit à la faillite » témoigne Vera Bonklela, Bayam Sellam au marché de Bonabéri.

Pour rappel, le secteur informel au Cameroun reste un moteur économique essentiel, offrant des opportunités d'emploi à un pourcentage important de la population active camerounaise, notamment aux populations vulnérables et aux jeunes. Les Bayam-Sellam estimés à plus d'un millier de personnes sur l'étendue du territoire national y apportent une contribution significative.

Elise Nguélé

PRODUITS PÉTROLIERS

Pas de nouvelle hausse des prix envisagée au Cameroun en 2025 selon Fitch Solutions

Dans une note prévisionnelle sur l'économie camerounaise, publiée en février 2025, Fitch Solutions, filiale de Fitch Group, qui contrôle l'agence de notation financière Fitch Ratings, soutient qu'une nouvelle augmentation des prix des produits pétroliers à la pompe au Cameroun n'aura pas lieu au cours de l'année 2025. En raison de la tenue de l'élection présidentielle dans le pays.



Pas d'augmentation de prix envisagée

« À la suite d'une réduction des subventions aux carburants en février 2023 et février 2024, qui ont toutes deux entraîné une hausse de l'inflation des transports, nous ne prévoyons pas

», il faut plutôt entendre « une autre augmentation des prix des carburants... ».

Car, contrairement aux écrits de Fitch Solutions,

une autre réduction des subventions aux carburants en 2025, car il s'agit d'une année électorale », peut-on lire dans la note. L'on peut cependant remarquer que le prévisionniste s'en mêle un peu les pédales sur la terminologie utilisée. En effet, à travers l'expression « nous ne prévoyons pas une autre réduction des subventions aux carburants en 2025... »

la loi des Finances 2025 de l'État du Cameroun prévoit une nouvelle réduction de la subvention des carburants. « (...) Il convient aussi de signaler que la dynamique de la baisse des subventions des prix des carburants à la pompe sera renforcée, celles-ci passant de 263 milliards de FCFA en 2024 à 15 milliards de FCFA » en 2025, souligne l'exposé des motifs de cette loi adoptée par le Parlement et promulguée par le chef de l'État.

En revanche, en dépit de cette baisse plutôt drastique de la subvention, le gouvernement camerounais n'envisage pas d'augmenter les prix des produits pétroliers à la pompe en cours d'année. « Je crois que beaucoup ont vu que le soutien, c'est-à-dire la subvention pour les produits pétroliers, baisse. Et ils en ont déduit que si elle baisse, c'est parce qu'on va augmenter les prix des carburants à la pompe. Mais, c'est faux ! Ça n'existe pas dans le projet (de loi de finances). La subvention baisse parce que le prix sur le marché international baisse. Quand le prix sur le marché international baisse, il vient rejoindre

un peu le prix à la pompe ici. Et à ce moment-là, nous n'avons plus besoin du soutien », a soutenu le ministre des Finances, Louis Paul Motazé, dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux fin décembre 2024.

Cette projection, aussi bien du ministre camerounais des Finances que de Fitch Solutions rejoint celle déjà faite par l'agence de notation Fitch Ratings dans son rapport sur le Cameroun, publié en novembre 2024. « Le gouvernement s'est engagé à réduire les subventions aux carburants, en augmentant les prix de détail (...) de 15% en 2024, après une hausse de 21% en 2023. Toutefois, compte tenu de l'importance de la stabilité sociale et de l'élection présidentielle, nous supposons que le gouvernement n'augmentera pas les prix du pétrole en 2025... », projetait déjà l'agence de notation.

Paul Nkala

PROJET NACHTIGAL

Sonatrel inspecte la ligne de transport avant sa rétrocession à l'Etat par Bouygues et NHPC

La Société nationale de transport d'électricité (Sonatrel) mène une inspection complète de la ligne de transport chargée d'acheminer l'électricité de la centrale hydroélectrique de Nachtigal vers Yaoundé. Cette inspection s'inscrit dans le cadre du contrat de rétrocession de la ligne, construite par le groupe français Bouygues et la Nachtigal Hydroelectric Power Company (NHPC), gestionnaire du barrage de Nachtigal.



Les équipes de Sonatrel sur le terrain

Selon un responsable de Sonatrel, cette mission consiste à « examiner la stabilité des 123 pylônes de la ligne, détecter la corrosion ou les dommages physiques, évaluer l'affaiblissement des conducteurs, l'intégrité des isolants, l'état des installations, ainsi que les connexions et les raccords ». La ligne de transport, d'une tension de 2 x 225 kV, a été construite pour acheminer les 420 MW produits par la centrale de Nachtigal. Elle s'étend sur une emprise de 25

mètres de part et d'autre de son axe central et aboutit au poste d'entrée source situé dans le quartier Nyom, à Yaoundé.

UNE INSPECTION MINUTIEUSE

L'inspection inclut également l'examen des « joints de fils, des connecteurs, des gaines des lignes et des conditions de mise à la terre », précise la même source. Elle couvre aussi la végétation à proximité ou toute autre plante pouvant présenter un risque pour la sécurité de la ligne, ainsi que les travaux d'élagage et de nettoyage nécessaires.

La partie géotechnique de l'inspection vise à évaluer

les conditions géologiques environnantes, notamment la stabilité du terrain et l'impact des rivières ou des montagnes sur la ligne.

Le barrage hydroélectrique de Nachtigal, un investissement de 786 milliards de FCFA, produira à pleine capacité 420 MW, augmentant ainsi de 30 % la capacité de production d'électricité du pays. Une fois opérationnel, Nachtigal sera connecté au Réseau interconnecté Sud, qui alimente la partie méridionale du Cameroun, et permettra également au pays d'exporter de l'énergie vers le Tchad.

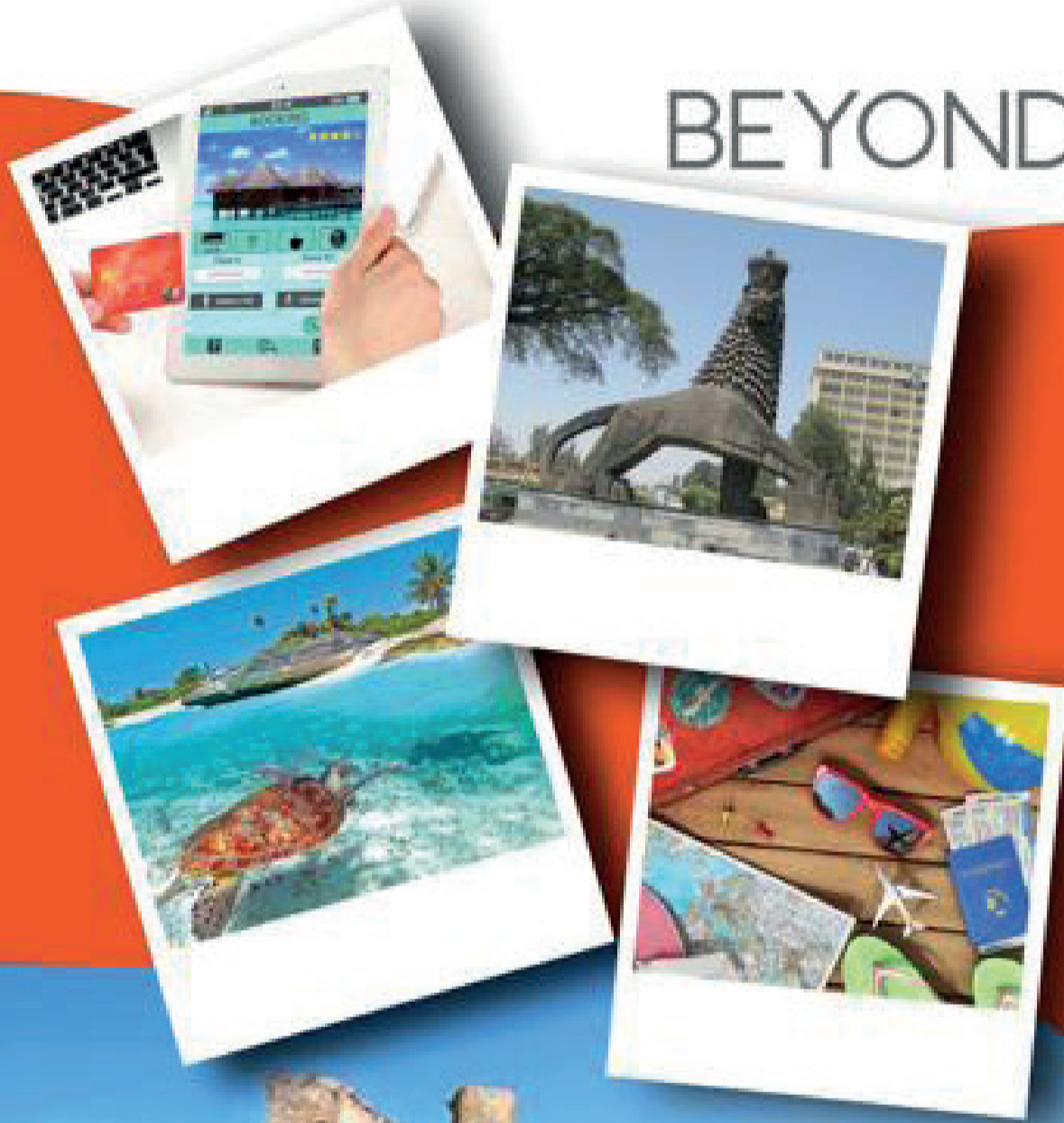
Remy Ngassana



Akiba


TRAVEL SERVICES

BEYOND TRAVEL...




- ◆ Air ticket
- ◆ Travel Insurance
- ◆ Visa assistance
- ◆ Hôtel Booking
- ◆ Car rental
- ◆ Airport transfer
- ◆ Tour package
- ◆ Event Management



 +237 233 42 66 37

 +237 676 64 64 57

 +237 695 98 50 96

 Ancien Immeuble Nobra, 2e Étage, Porte 4

 servicedesk@akiba-travel.com

 www.akiba-travel.com



banque
atlantique
Cameroun

atlantic group



becomes



AFG
BANK

Atlantic Group

...And everything becomes possible